

Sociologie D'une Revolte Armee: Le Cas de Libye

Ouannes Moncef

Département de Sociologie

Faculté des sciences humaines et sociale de Tunis-Tunisie

E-mail: ouannesm@yahoo.fr

Résumé

Dans cet article l'auteur propose une lecture sociologique des événements qu'avait connu la Lybie entre le 17 février et le 20 octobre 2011 et tente de répondre aux questions suivantes: Pourquoi le changement politique en Lybie s'est caractérisé par une violence cruelle qui s'est soldé par plus de 50000 morts et plus de 100000 blessés? Pourquoi cette violence était monopolisée par les islamistes radicaux? et quelle type de relation existait entre l'état et la tribu?

Mots clés: changement--révolte- islamisme--radicalisme-tribalisme

Abstract

This article is a sociological reading of events that occurred in Libya between 17 February and 20 October 2011. It tries to answer the main question:

why did change policy he take a very violent character with 50 000 dead more than 100 000 injured? Why was it monopolized by radical islamist? and What was the relationship between tribe and the state?

Keywords: change-revolt-islamic-radicalism-tribalism

Questions de départ

Comment peut-on lire objectivement les événements qui se sont déroulés en Libye entre le 17 février et le 20 octobre 2011 ?

Pourquoi ce changement politique a-t-il revêtu un caractère cruellement violent, ce qui a causé beaucoup d'effusion de sang : plus de cinquante mille morts, tués par les brigades de l'ancien régime, (Kata'ib), par les insurgés (moqatiloun), et par les frappes aériennes de l'OTAN ; et plus de cent mille blessés ?

Pourquoi ce changement politique a-t-il été monopolisé essentiellement par des islamistes radicalistes, entraînant ainsi l'exclusion des libéraux et des démocrates modérés déjà faibles et désunis pour plusieurs raisons ?

Rien ne sert d'étaler davantage les questions et les problématiques ; ce qui est opportun, méthodologiquement, c'est de procéder à une présentation de la chronologie des événements.

Chronologie des événements

- Le 14 février : 213 personnalités politiques et associatives demandent la démission de Kadhafi
- Le 15 février : La garde municipale a commis la « maladresse » de demander à des commerçants installés sur la place centrale d'El-Beyda¹, l'ancienne capitale religieuse de la Confrérie sénoussienne connue par sa loyauté à l'égard de la monarchie, leurs patentes. Cette intervention a produit un désordre dans la petite ville de l'Est libyen. Un petit groupe d'islamistes a saisi l'occasion pour organiser une manifestation qui s'est orientée vers la caserne d'El – Beyda pour l'occuper et, a priori atteindre les dépôts d'armes et de munitions. Il y a eu des accrochages armés entre les islamistes d'une part, et les soldats d'autre part, appuyés par la police de l'ordre public, provoquant ainsi des morts parmi les rangs des manifestants.
- Le 15 février : a été marqué par un calme à l'Est libyen.
- Le 17 février : l'avocat Fethi Terbel exerçant à Benghazi, ancien détenu à Guantanamo et ancien combattant en Afghanistan, libéré par Seif-el-islam, envoie des SMS aux familles de Benghazi pour les avertir que la prison d'Abou Selim à Tripoli allait être brûlée la nuit. Plusieurs centaines de Benghaziens sortent le soir et manifestent pendant toute la nuit devant le siège central de la police de l'ordre public.
- Le 19 février : Kadhafi dépêche, tôt le matin à Benghazi, Mustapha Abdeljélil, son ministre de la justice, originaire d'El-Beyda et appartenant à la tribu des Bràassa, l'une des plus anciennes tribus de l'Est ; le général Abdelfattah Younes Abidi appartenant à la prestigieuse tribu des Abidet et ministre de l'intérieur, Omar Ichkel (Kadhadfa), le chef des Comités révolutionnaires ; et Abdellah Sénoussi, patron des services de renseignements. Dès que Mustapha Abdeljélil foule le sol de Benghazi, il annonce sa rupture définitive avec le régime et rejoint les insurgés, en riposte aux événements d'El-Beyda. En revanche, Younes, Ichekel et Sénoussi rencontrent l'avocat Fethi Terbel et essaient de le convaincre de calmer les esprits et de privilégier la négociation avec les manifestants dans le souci d'éviter les tensions.
Des rumeurs circulent à Benghazi que Terbel a été arrêté ; les manifestations s'intensifient alors davantage. Des coups de feu sont entendus dans la ville. Le général Younès reste à Benghazi pour continuer les négociations. Ichkel et

¹ *El -Beyda fut aussi, par certains moments, la capitale politique sous la Monarchie , parce que le Roi aimait y passer une partie de l'été pour la tièdeur de son climat, ce qui la dotait d'une valeur symbolique surtout chez les populations de l'Est Libyen.*

Sénooussi rentrent à Tripoli pour dresser un rapport sombre sur la situation à l'Est libyen. Suite à cette réunion, la décision est prise de recourir aux armes face aux manifestants : ce fut ainsi le point de non retour : la rupture est alors consommée entre le régime et l'opposition.

- Les 19 et 20 février : Les forces de l'ordre utilisent les armes et tirent sur les foules, les manifestants leur répliquent.
- Le 20 février : Les villes de l'Est libyen rejoignent la révolte
- Le 21 février : Mustapha Abdeljelil démissionne du ministère de la justice.
- Le 22 février : le général Younès est assiégé à la caserne de Foudeyl Bou'amar et contraint par les manifestants armés à démissionner et à rejoindre les insurgés. Le jour même, les casernes de Bou'amor, de Bou'atna et le grand dépôt d'armes d'El-Rejma sont investis par la force.
- Le 27 février : La proclamation du Conseil National de Transition (CNT).
- Le 19 mars : Suite aux résolutions de 1970 et de 1973, l'OTAN intervient en Libye et commence ses attaques aériennes qui anéantissent au bout de quelques mois les forces régulières.
- Le 28 juillet : Younès est tué par une brigade appartenant à Al- Qaïda.
- Le 23 août : effondrement du régime de Kadhafi.
- Le 20 octobre 2011 : mort du colonel Kadhafi.
- Le dimanche 23 octobre : Abdeljelil annonce la « libération » de la Libye et la proclamation d'un Etat islamique ayant pour source unique de législation la *Charia*, dont découle l'autorisation de la polygamie.

Comment analyser cette cascade d'événements en empruntant les outils de la sociologie politique² ?

Le premier constat auquel on peut aboutir est l'existence d'une rupture implicite entre l'Est libyen et le régime déchu. Le régime n'avait presque rien investi dans cette région et plus particulièrement dans la ville de Benghazi. En effet, cette ville, que j'ai visitée plus de dix fois pour mes recherches, et où j'ai même été professeur visiteur dans son université, est une ville délaissée, exclue, humiliée et appauvrie ; chaque fois que je m'y rendais, je sortais avec la même impression que cette ville venait de sortir d'une longue guerre civile. C'était la même impression de tous ceux qui l'ont visitée, tellement elle était délabrée et délaissée. Ses habitants souffraient, en silence, et attendaient impatiemment leur « revanche ».

Le régime déchu croyait la contrôler par le biais de ses Comités révolutionnaires,

2 Moncef Ouannes, *Moujtaam, Solta, wa jam'iyyat fi libia*, Tunis, El-Taller, 2000, p.47.

or dans la réalité quotidienne le contrôle réel revenait aux islamistes radicalisés, aux éléments d'Al -Qaïda et aux frères musulmans qui étaient plus nombreux et mieux organisés sur le terrain que les autres forces.

La ville de Benghazi, ancien fief de la monarchie et surtout de la Senoussiya avait toujours un sentiment fort de sa particularité par rapport aux deux autres provinces : La Tripolitaine et le Fezzan. Quand je visitais Benghazi, j'entendais l'élite benghaziennne se plaindre de la domination de l'Ouest ; c'est-à-dire de la Tripolitaine. Il y avait une sorte d'animosité cachée et implicite entre les Tripolitains et les Benghaziens.

C'est pour cette raison que toute la Cyrénaïque et surtout Benghazi a résisté farouchement et a été la tête de pont de la révolte armée contre l'ancien régime.

Il ne s'agit pas d'une haine entre régions ou d'un repoussement partagé entre provinces, mais plutôt d'une nouvelle situation caractérisée par l'hégémonie des frères musulmans, des islamistes, des *djihadistes* et des éléments d'Al- Qaïda.

Islamistes durs mais pragmatiques sur le terrain

La force des islamistes radicalistes et des *Djihadistes* est d'avoir su modeler les jeunes désœuvrés, déçus par le système de Kadhafi, les déclassés, les exclus, les chômeurs, les contrebandiers des frontières, les humiliés, les désespérés, les drogués et les hommes d'affaires surendettés auprès des banques gouvernementales, les souder et les unifier malgré leurs origines tribales, familiales, professionnelles et géographiques hétéroclites, et même des partisans de l'ancien régime. La soudure de tout ce ramassis, tout ce monde hétéroclite s'est avérée efficace³ et a conduit aux termes de la révolte à la destruction de l'ancien régime.

Ces islamistes ont su être assez souples et pragmatiques pour pouvoir mobiliser, encourager les Libyens à s'enrôler dans les nouvelles milices. La mobilisation et le recrutement sont faciles à Benghazi. Le paradoxe de la Libye est d'avoir un peuple pauvre dans un pays riche. Les richesses fabuleuses sont très mal réparties, il suffit de préciser que 23% des Libyens vivent dans une situation de pauvreté et de précarité.

Le « génie » des islamistes est d'avoir su encadrer, canaliser et orienter ces jeunes et adultes déçus par l'autoritarisme exercé pendant 42 ans sans arrêt.

Ils n'ont pas « inventé la planète », mais ils ont su exploiter, habilement, une lassitude généralisée, un environnement social et culturel dominé par la culture religieuse et facilement mobilisable, surtout lorsqu'il s'agit de l'application du principe *d'Al-Jihad* contre les régimes illégitimes et mécréants.

L'environnement culturel conservateur, par nature, facilite une vaste mobilisation. C'est pour cette raison que leurs slogans étaient mobilisateurs plus que ceux des démocrates ou des partisans du dialogue avec le régime.

3 L'annuaire statistique de la Libye de l'année 2004 (dernières statistiques).

C'est la branche islamiste, Al-Qaïda qui a voulu que cette révolte soit armée, car dans sa pensée politique le changement doit être violent et armé. Les actes de mort du général Abdelfattah Younès Abidi, du colonel Kadhafi, la profanation des tombeaux et la brûlure de la dépouille de la mère de Kadhafi portent tous, sans équivoque, les empreintes digitales des islamistes radicalistes, des Wahhabites et des *Djihadistes* et des éléments d'Al-Qaïda.

Et pour cause, leur connaissance de la religion est tellement simpliste et primitive qu'elle leur permet de s'impliquer dans de tels crimes. Or, la religion, à ma connaissance, bien que je ne sois pas spécialiste de la *Charia* musulmane, interdit toute forme de torture, fût-elle celle d'un chien ; que dire alors de la torture d'un être humain ?

Elle garantit aussi au prisonnier de guerre le droit à la dignité, au respect dans toutes ses formes, à la bonne nourriture, au droit de culte, au droit à la bonne justice équitable, en sus d'autres droits.

Le choix de prédilection des islamistes radicalistes était le recours à la violence⁴, parce que dans leur architecture mentale et leur programme idéologique, ils favorisaient les solutions armées. C'est pour cette raison, le soulèvement a été vite militarisé dès la première manifestation. Qu'ils soient à l'intérieur du CNT ou en dehors, ils avaient un problème beaucoup plus complexe que celui du recours aux armes. Ils devaient affronter le défi de renverser une situation géopolitique dominée essentiellement par l'ancien régime. Pour être objectif, il ne faut surtout pas omettre de signaler que la majorité des 140 tribus qui meublent la géographie libyenne appuyaient, explicitement ou implicitement, l'ancien régime et certaines d'entre elles avaient même combattu à ses côtés pendant huit mois. En fait, pour pouvoir renverser une telle situation qui n'était pas en leur faveur, les islamistes *djihadistes* ont dû exercer une forte pression pour que le CNT opte pour la demande de l'intervention extérieure concrétisée par l'OTAN, les pays du Golfe et surtout par Qatar.

En fait, pour être plus clair, il faut préciser que quand Sarkozy a reçu la délégation du CNT formée par Mahamoud Jibril, Ali Zeydan et Ali Aissaoui le 7 mars dernier, ils lui avaient promis une part importante du pétrole en contrepartie de la part du chef de l'Etat Français, d'une intervention mettant fin, militairement au régime de Kadhafi. C'est pour cette raison que la France s'est empressée de remettre tout le dossier au Conseil de Sécurité dans le but de l'amener à adopter les deux résolutions de 1970 et de 1973, dont la tâche difficile était de protéger les populations civiles. En effet, le pétrole a motivé la réaction de l'Occident, et son intervention en Libye, un pays qui dispose de réserves en pétrole évaluées à 43 milliards de barils. Il faut signaler aussi que la Libye dispose de réserves en devises évaluées par l'ancien Directeur de la Banque Centrale de Libye à 168 milliards de dollars⁵. Tous ces éléments ont suscité l'appétit politique de

4 Moncef Ouannes, « Islamistes en Libye » in *Revue d'Histoire Maghrébine* n°122, l'année 2006, pp.

5 Déclaration de l'ancien gouverneur du B.C.L, Farhat Ben Ghdara à la presse internationale et publiée par le

plusieurs acteurs.

Mais pour mieux comprendre ce paysage idéologique, il faut rappeler aussi que Kadhafi a beaucoup fait pour favoriser, financer et imposer une lecture appauvrissante de la religion musulmane⁶ ; ce qui a renforcé le caractère conservateur de la société, a produit un certain durcissement au niveau de l'interprétation de la religion musulmane⁷ et a légitimé le recours au meurtre. Or, il disposait en fait de tous les moyens pour promouvoir une lecture épanouie, rationnelle et surtout moderne de la religion musulmane. Cette violence cruelle est la résultante d'une lecture conservatrice de l'islam, renfermée et sclérosée. Mais il faut dire que l'ancien régime a beaucoup investi dans la violence, créant ainsi une culture de haine de la rancune et de la revanche⁸.

En effet, à la surprise de toute le monde, Mustapha Abdeljelil, le 23 octobre 2011 annonçait, lors de la célébration de la « libération » de la Libye la reconnaissance officielle de la polygamie dans un pays qui a un taux d'accroissement démographique l'un des plus élevés au monde (2,86 %).

La polygamie est-elle vraiment une priorité dans un pays complètement dévasté, ruiné par la guerre civile, les bombardements de l'OTAN et gangrené par la corruption et les déboires des choix économiques imposés par l'ancien régime ?.

Cette priorité accordée à la polygamie fait preuve d'une panne de projet et d'une faillite de l'imagination politique ; et surtout d'une méconnaissance des attentes d'une population jeune à plus de 50 %⁹ vivant dans un pays en situation de déconfiture politique et sociale. Il s'agit d'une révolte sans démocrates capables de constituer un groupe de pression sur le CNT pour ériger la démocratie longtemps attendue au rang de priorité.

Le régime de Kadhafi, lui-même, appliquait, à sa manière et à sa guise, la *Charia*. Où est donc l'innovation dans ce choix, qui ne constitue pas une réelle priorité, surtout pour les jeunes en situation de déréliction ?

Mais il ne faut pas oublier que le CNT obéit à une composition complexe formée par une majorité islamiste, une minorité libérale, et des éléments appartenant à l'alliance

journal Saoudien du Chark El Awset du 29/9/2011.

- 6 *Il suffit de voir le fonctionnement de l'Association pour l'Appel à l'Islam pour se rendre compte du type d'Islam dont il est question. Cette structure budgétivore a été fabuleusement financée par l'ancien régime et servait semble-t-il à des activités sécuritaires douteuses.*
- 7 *Moncef Ouannes, Militaire, Elites et Modernisation dans la Libye contemporaine, Paris, édition l'Harmattan, 2009, pp.150-160.*
- 8 *Rien de surprenant dans cette histoire, puisque Abdelhakim Belhaj, l'actuel commandant militaire de Tripoli, l'ancien membre d'Al-Qaida et ancien combattant en Afghanistan avait adopté cette même tactique. Il avait dans les années quatre-vingt-dix encouragé ses partisans à infiltrer les CR, parti au pouvoir, et à rejoindre les multiples structures de sécurité afin de renverser le régime par la violence. Découvert par les services de renseignement, il s'enfuit en Afghanistan. Malgré son repentir idéologique en 2009, il a préféré le recours à la violence. Abdelhakim Belhadj affirme dans un document volumineux de 400 pages (Mouraja'at) son repentir, son rejet des solutions armées pour le changement, et s'allie à Seïl El-Islam Kadhafi. Le 17 février 2011, il rompt avec Seïf, s'allie à Ali Sallabi, le guide spirituel des frères musulmans de Murrata, car il a découvert que pour gouverner il faut faire la guerre. Ce porte-étendard des Djihadistes n'a pas raté l'occasion pour renverser le régime.*
- 9 *L'Annuaire statistique de la Libye, 2004, p.112.*

tribale *Hraba* (*Abidet et Bra'assa*). C'est pour cette raison que les islamistes armés vont essayer, par tous les moyens, de dominer politiquement la phase post-Kadhafi ; ce qui les met dans une situation de conflit avec les libéraux, et peut être avec l'ensemble de la société, ce qui du coup va produire une situation instable politiquement et socialement.

Il est vrai que l'OTAN a « libéré » la Libye de l'ancien régime ; mais il a aussi ouvert la voie, semble-t-il, vers la transformation de la Libye en une base du radicalisme religieux au sein du Maghreb.

La situation à l'intérieur du *Conseil National de transition* (CNT) est complexe et tendue. Il est formé de deux groupes qui sont contradictoires et divergents, au niveau des idées, et surtout des modalités d'action. C'est ce qui rend la coexistence entre ces deux groupes difficile et met en doute la capacité du CNT à gérer la phase transitoire et à faire sortir le pays de sa crise, tellement les divergences idéologiques sont profondes et ingérables.

Mais en fait s'agit-il d'une révolte ou d'une révolution ?

Le 17 février 2011 : révolte ou révolution?

Il convient d'abord de se libérer d'une conception dépréciative et dévalorisante de la révolte et de certains jugements négatifs. En effet, pour y voir clair, il faut que la notion de révolte soit située dans son contexte spécifique.

La révolte, cela veut dire essentiellement une réaction subite, rapide et souvent non calculée et non programmée pour une situation précise ; un processus limité dans le temps et dans l'espace. C'est aussi une flamme qui s'allume et qui s'éteint vite. En effet, une révolte n'est pas obligée de présenter un programme bien défini ; elle peut opérer un simple changement.

En revanche, une révolution peut être définie, étymologiquement et historiquement, comme une rupture au sens polysémique. Mais cette rupture signifie avant tout rompre pour rétablir¹⁰, c'est-à-dire détruire ce qui existe pour pouvoir construire un nouveau modèle ou une nouvelle référence, ce qui exige inéluctablement un programme de bouleversement extrême, et une approche réfléchie du changement attendu.

Frantz Fanon, l'auteur de « la *sociologie d'une révolution*¹¹ », militant de la révolution algérienne et dénonciateur du colonialisme et du racisme, définissait la révolution par son programme de changement. En effet, une révolution est définie avant tout comme un programme total, global et collectif ayant des objectifs et des ambitions précis à réaliser.

Elle peut s'inscrire dans la durée, car une révolution ne peut être fondatrice et positive que lorsqu'elle est destructrice de l'ordre politique et social ancien. En peu de mots, la révolution ne se définit pas comme une rupture avec des personnes, mais plutôt avec des

10 *Encyclopaedie Universalis, Corpus18, 1995, pp. 1005-1009.*

11 *Frantz Fanon, Sociologie d'une révolution, Paris, François Maspero 1982, p.57*

systèmes autoritaires, corrompus et anachroniques. Mais il faut ajouter que l'acte de rompre signifie avant tout rétablir pour pouvoir changer.

Or, ce qui s'est produit en Libye est encadré par des Djihadistes sans programme, sans plate-forme et sans vision commune de l'avenir. La seule priorité qui mobilisait les membres du CNT, des *Djihadistes* et des frères musulmans était l'élimination physique de Kadhafi. Mais quelles sont donc les origines de cette profonde crise ?

Mais pour pouvoir répondre à cette question, il nous faut entreprendre une lecture rétrospective et analytique de l'évolution de la société libyenne pendant les quatre dernières décennies.

Les verrouillages producteurs de révoltes

Nous allons essayer dans cette partie d'analyser les formes de verrouillages producteurs de crises et de révoltes. Nous nous contenterons, pour une raison de rigueur, d'évoquer le cas de la Libye qui nous semble être édifiant, et révélateur à plus d'un titre.

- quelles sont les racines profondes de cette révolte armée en Libye ?
- pourquoi les Libyens ont-ils décidé de partir en révolte, après avoir supporté le régime pendant 42 ans ?
- pourquoi ont-ils décidé, finalement, de prendre leur sort en main et de changer la situation en leur faveur ?

Le verrouillage des élites et des acteurs

Ce qu'il faut noter tout d'abord est que la Libye a connu entre 1969 et 1977 un phénomène très complexe de phagocytose de l'élite formée sous la monarchie (1951-1969) qui s'est trouvée contrainte, soit au silence, soit à la diaspora.

La Libye a connu aussi un phénomène de démantèlement des structures étatiques qui n'étaient qu'une configuration encore embryonnaire ; ainsi que la revalorisation de la tribu, et ce malgré un discours hyper révolutionnaire et progressiste présentant ainsi une sorte de paradoxe politique, puisqu'il n'y avait pas de concordance entre le dire et le faire, entre le discours et la pratique.

La complexité découle du fait que les jeunes militaires qui ont fait le coup d'Etat de 1969 n'avaient ni une plate-forme arrêtée d'un commun accord, ni une conception claire de la gestion politique future, ni une charte idéologique commune qui puisse guider leur action politique, économique et culturelle.

Une telle situation ne pouvait qu'influer sur le système politique, sur son mode de légitimation et sur ses rapports avec l'environnement international.

L'ancien régime n'avait pas sa propre élite ; en effet, les membres des *Comités*

révolutionnaires n'avaient pas d'autonomie par rapport aux structures politiques et idéologiques. Or une élite doit être autonome par rapport au pouvoir central.

Le verrouillage de la société

La rente pétrolière permettait de dépasser les obligations de l'Etat moderne, et d'établir des rapports directs avec les populations et surtout avec les tribus, ce qui avait créé un vide institutionnel généralisé amenant des rapports directs avec les tribus là où elles se trouvaient. Le régime avait empêché la formation de structures médianes entre le pouvoir et les populations. En effet, les partis politiques, quoique embryonnaires en 1969, furent complètement interdits selon la fameuse loi 1972¹². Les associations de toutes sortes étaient interdites, et les tribunes autonomes quasiment inexistantes.

Quand j'ai fait mon enquête sur le terrain en 2000 sur la vie associative en Libye, enquête parue dans mon livre *Pouvoir, société et association en Libye*, j'ai fait remarquer que le nombre d'associations ne dépassait pas 39 ; elles étaient détenues par des personnes du régime. Ces associations étaient dans la réalité sans aucune efficacité, sans programme et sans connexion avec la réalité politique. Dans mon livre, j'ai essayé d'entreprendre l'étude d'une sociologie de verrouillage qui vise essentiellement à aboutir à la formule de la société désinstitutionalisée, une société sans intermédiaires politiques. Pour mieux étayer cette analyse, il suffit de remarquer que pour obtenir une bourse d'études à l'étranger, ou un prêt bancaire et pour se faire soigner, à l'étranger, il faut avoir l'appui du chef de tribu, c'est-à-dire d'un intermédiaire fiable et bien introduit auprès du régime et des structures bancaires.

Progressivement, la tribu était devenue l'instrument de négociation avec le pouvoir et le mécanisme de contrôle de la société et de l'opposition. Celui qui s'opposait au régime était mis en garde par son cheikh de tribu et s'il récidivait il était sanctionné par le pouvoir lui-même. Et ce pour une raison fondamentale, car ce choix politique vise tout d'abord à empêcher surtout une modernisation sociale et politique du pays.

Les tribus, clientes du pouvoir jouaient un rôle social et politique de première importance, en encadrant leurs membres, en les sécurisant, en les aidant à jouir des divers services dont ils avaient besoin. Il était normal que, en l'absence de structures politiques et administratives médianes entre le pouvoir et la société, les tribus jouent le rôle d'intermédiaires politiques et sociaux.

Toute observation subtile et toute analyse minutieuse de l'évolution de la société libyenne ne peuvent que constater l'absence de conviction du rôle que pouvaient assumer les associations dans le développement du pays. Ces dernières étaient, en effet, en mesure de porter un grand appui aux efforts étatiques en matière de développement. L'explication plausible est qu'il n'existait pas une claire répartition politique des tâches

12 Moncef Ouannes, *Moujtam, Solta wa jam'iyyeit fi Libya, Tunis, Al Taller 2000, p.47.*

entre le pouvoir et les associations parce que ces dernières ne bénéficiaient d'aucune marge de liberté d'action. Le système en place n'a jamais accordé d'importance pour la vie associative et pour son poids social, politique, voire économique. Or, force est de constater que le tissu associatif était en mesure de jouer un rôle important dans la vie sociale et politique en tant que structure intermédiaire. En effet, l'existence d'un efficace tissu associatif permet d'équilibrer les rapports entre l'Etat et la Société, d'éviter les abus de tous genre. C'est même une garantie contre les dérapages politiques, les crises sociales et la corruption. Une vraie société civile, inventive et associative, vivier de conscience citoyenne¹³ et de tolérance politique est une exigence absolue. Car elle renforce la société globale et lui donne tous les atouts nécessaires pour être invulnérable¹⁴.

Le verrouillage de la société civile

Mais une société civile ne peut être efficace, ne peut démontrer ses capacités que lorsqu'il y a une marge de liberté et d'autonomie par rapport au pouvoir central. Le régime « révolutionnaire » en Libye n'avait pas fait une telle concession pourtant incontournable et inévitable.

Ces deux questions sont légitimes surtout pour un pays qui a subitement supprimé les quelques rares structures caritatives et associatives.

Une société civile peut-elle coexister avec une société profondément tribale et solidement militarisée¹⁵ ? Une société civile n'est elle pas, par définition, l'antipode, voire le contrepoids de la société militaire ?

Or, la présence de la tribu en Libye était exagérée, instrumentalisée, voire manipulée. En effet, une société tribale dispensait le pouvoir de l'obligation de reconnaître la société civile et de démocratiser la vie politique. De là, l'encouragement de la société tribale, par le pouvoir alors que normalement les tribus doivent se fondre, dans les structures modernes de la société. Pour ce faire, il faut disposer d'un projet modernisateur capable de fusionner les tribus et de réaliser une transformation rationnelle et progressive de la société.

Les tribus étaient invitées et appelées à éviter que leurs membres ne s'inscrivent dans une logique d'opposition puisqu'elles disposaient d'un pouvoir persuasif.

Les tribus loyales étaient l'instrument du pouvoir pour le contrôle serré et rigoureux de la société et de l'ensemble géographique où les cheikhs de tribus étaient impliqués, au nom du pouvoir, dans la lutte contre les diverses oppositions sur leurs propres territoires. Kadhafi voulait responsabiliser les tribus et les conduire à faire régner la loi à la place du pouvoir central qui n'aurait plus à se mêler des conflits tribaux souvent complexes et

13 Jean- François Bayart, *La greffe de l'Etat, Paris Karthala, 1996, p.89.*

14 Moncef Ouannes, « Pouvoir, société et association en Libye », in *Revue Tunisienne de sciences sociales*, n°125 2003, pp.138-167.

15 Moncef Ouannes, *ibid*, p.47.

difficiles à gérer dans une société où la tribu était encore dominante socialement. Or la loyauté n'est pas garantie dans tous les cas. Il est patent que les tribus peuvent aussi entrer en rébellion et porter les armes contre le régime.

C'est la tribu de Zentene (à moitié arabe à moitié berber) qui s'est affranchie de toute obéissance au régime, s'est libérée de l'engagement moral et politique, et a libéré les petites tribus Amazigh de Djebel Nefoussa comme Yefren, Kekla, Sinouem, El Golâa, Ghariane, Tagoutta, Rhibett et Bir El Ghanem¹⁶.

Il faut analyser ce phénomène de rupture tribale, parce que le régime ne s'est pas rendu compte que les cheikhs de la tribu Zentene, souvent illettrés, facilement manipulables par le régime moyennant des sommes d'argent ou des intérêts immédiats, n'étaient plus influents ; la tribu a, en effet, secrété en cours de route, des jeunes influents qui ont fréquenté les universités anglaises, canadiennes et surtout américaines.

Ces jeunes étaient déconnectés du régime, ne partageaient pas ses vues politiques officielles et entreprenaient l'opposition en cachette. Le sociologue libyen formé aux Etats-Unis, Mohamedd Malhouf qui est l'un des notables de la tribu des Zentane a organisé des négociations entre sa tribu et le régime.

Au bout d'un certain temps, les insurgés lui ont barré la route et l'ont empêché de revenir dans sa région et dans sa tribu parce qu'ils considéraient que la rupture était consommée définitivement avec l'ancien régime.

Cette rupture inter générationnelle n'a pas été comprise par le régime, ce qui l'a induit en erreur. Il ne s'est pas rendu compte que les temps ont changé et les adresses aussi.

En effet, la tribu des Zentane longtemps crainte par les petites tribus berbères de Djebel Nefoussa avait joué, paradoxalement, le rôle de locomotive politique de l'insurrection contre l'ancien régime.¹⁷

Cette bédouinité forcée a coûté cher à la Libye, car la tribu est un corps social pragmatique qui cherche les intérêts de ses membres, et c'est pour cette raison qu'elle se tient toujours du côté du plus fort.

En effet, malgré un discours révolutionnaire et progressiste, La Libye a connu un phénomène de tribalisation de la vie politique parce qu'il ne s'y était pas produit un phénomène de dissolution de la tribu, mais au contraire un renforcement prémédité de son poids politique, économique et social. Et ceci légitima les alliances tribales. Pour cette raison et pour d'autres, le système tribal est resté vivace en Libye et impliqué dans la situation politique.

Imaginez donc un Etat sans société civile, sans partis, sans syndicats pendant 42 ans ; ajoutée à cela l'absence d'institutions fiables¹⁸ et de services indispensables. Un Etat

16 *Nos informations sont recueillies sur le terrain directement.*

17 *Le Cheikh des Zentane déclarait à la chaîne « la Libye libre » : « nous avons, nous les vieux de la tribu, suivi les décisions de nos jeunes » déclaration du 9 mars 2011.*

18 *Abdallah Laroui, L'Etat dans le Monde arabe contemporain : Eléments d'une problématique, C.E.R.M.A.C., Bruxelles, 1986.*

faible ou instable ne fait que renforcer la tribu et les appartenances primaires et claniques.

Mais signalons que le verrouillage est surtout d'ordre culturel et anthropologique. Toute la société a été contrainte à vivre au rythme du désert, à s'habiller à la manière des bédouins, les artistes étaient obligés de chanter sous une tente bédouine faite, de préférence, de poils de chameaux.

Le régime a choisi d'une façon délibérée d'imposer à la société une bédouinisation agressive et contraignante, et de vivre au rythme du désert.

Toute la société a été soumise à une culture tribale et bédouine qui rejette l'Etat, les institutions, les villes et le faste. C'est ainsi que la tente a pris un caractère culturel référentiel obligatoire.

Verrouillage de l'économie et de la circulation des richesses.

Ce verrouillage consiste à interdire la circulation de la richesse en dehors des cercles de confiance, des loyautés tribales et du clientélisme politique. L'argent n'est accessible aux Libyens qu'en fonction de leur loyauté et de leur allégeance politique au régime. Un tel phénomène est dû au fait que la rente pétrolière avait permis au régime de concentrer son autorité, de contrôler la dynamique de la société, d'empêcher l'apparition d'organismes d'opposition, et d'entretenir la violence qui s'est répandue sur l'ensemble de la société pendant plus de quatre décennies.

C'est le régime qui détenait le monopole de l'argent et de la violence. Tous ces verrouillages ont profondément touché l'évolution de cette société, ont produit une histoire faite de ruptures, ont démantelé l'Etat, ont donné lieu à beaucoup de malversations et de corruptions endémiques. Ces verrouillages ont produit cette révolte armée et ont secrété tant de haines et de revanches.

Il est vrai que cette révolte armée prouve encore une fois que la soudure de l'Est et de l'Ouest, de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque reste encore faible. Mais au-delà de la question de la soudure, il y a un véritable problème parce que les verrouillages ne peuvent que produire des souffrances, des privations, des tensions et des révoltes. Je tiens à le dire, sans ambages : lorsque j'étais au lycée à Tunis, au milieu des années soixante dix, j'apprenais par cœur les discours de Kadhafi. Il avait une attirance spéciale et savait influencer les jeunes de notre génération.

Le 20 septembre 1986, je débarquais pour la première fois en Libye, pour une visite touristique, et je fus surpris, voire même choqué par la saleté de la capitale, par la corruption et la déliquescence de l'administration. En quittant l'hôtel, une semaine après, pour me rendre à l'aéroport de Tripoli, j'ai décidé de me spécialiser dans la question libyenne, pour essayer de comprendre ce hiatus béant entre le dire et le faire et pour analyser ce faisceau de paradoxes qui caractérisent essentiellement la société libyenne.

En traversant cette longue distance de plus de 25 kilomètres, je méditais cet amer constat : que cette « révolution du 1er septembre » finirait, suite d'un coup d'Etat, dans un bain de sang. Cette prévision s'est transformée en réalité concrète le 17 février 2011.

La révolte des tribus : le cas des Zentene

Malgré ses origines bédouines, la tribu des Zentane se distingue par une intelligence politique exceptionnelle et d'un savoir faire qui peut paraître peu habituel à des bédouins vivant dans le Djebel Nefoussa. L'histoire politique de cette tribu a toujours fait preuve de réalisme concrétisé par l'art de diviser la tâche politique. Cette tribu était toujours soucieuse d'être du côté du vainqueur abstraction faite de son origine et de son identité ethnique. C'est pour cette raison que cette tribu a été le principal allié des Ottomans surtout sous la deuxième domination (1835-1911) compte tenu de son importance démographique étant la plus grande tribu de Djebel Nefoussa. Elle s'est impliquée par calcul politique en appuyant l'occupation italienne de 1911 jusqu'à la proclamation de la République Tripolitaine en 1918 qu'elle avait rejoint pour éviter d'être exclue. Ce choix de se ranger du côté de la République a été considéré par les autorités italiennes de l'époque comme une sorte de trahison. Il est vrai que cette tribu est souvent critiquée d'être opportuniste et versatile, mais en fait, elle dispose d'une intelligence au niveau de la répartition des tâches politiques. Face au danger et aux moments difficiles, cette tribu se divise en deux camps différents : le premier appuie le pouvoir en place et le second s'inscrit dans l'opposition.

Quand le danger est éloigné et la crise surmontée, les deux parties se rejoignent, se soudent de nouveau et s'unissent sans rancune, sans haine et sans revanche.

L'intérêt de la tribu prime sur toute considération individuelle ou collective. Cette tribu a toujours fait preuve de solidarité indéfectible entre ses membres. Pour mieux confirmer cette habileté politique, il suffit de mentionner que cette tribu a compris depuis mars 2011 que la dictature est en fin de course et que le régime ne pouvait plus continuer. Pour concrétiser cette prévision, la tribu s'est inscrite dans une logique de révolte, a chassé ses voisins qui ont refusé de partir en guerre contre l'ancien régime (Mchachia et Ouled Mahmoud) pour pouvoir dominer tout le Djebel Gharbi. C'est pour cette raison, cette tribu a été bien armée par la France et par Qatar et a fait appel au financement des commerçants et des hommes d'affaires originaires de la région et installés à Tripoli et qui ont financé une bonne partie de l'effort de guerre. Pour se dégager de toute responsabilité, les cheikhs de la tribu ont déclaré à la presse internationale que la décision de guerre a été prise par les jeunes ce qui leur évite l'affrontement avec le régime. Mais il s'agissait en fait d'une nouvelle forme de répartition de la tâche politique.

Quel bilan et quel avenir?

Le bilan de la Libye dans la phase post-Kadhaféenne est, sans remuer de couteau dans la plaie, sombre. C'est un pays ruiné matériellement et mentalement, et dominé par les islamistes radicalistes financés et soutenus par les pétromonarchies du Golfe et

surtout par Qatar qui tient à jouer un rôle fondamental dans l'avenir de la Libye et ne cesse d'intervenir pour la création d'un parti islamiste¹⁹ qui regroupe les éléments radicalistes. Les frères musulmans de Libye ont organisé les 17,18 et 19 novembre leur second congrès politique à l'intérieur de la libye. Le premier congrès a été organisé, clandestinement en 1992. Signalons qu'il sont appuyés essentiellement par Qatar, dans le cadre d'une stratégie géopolitique programmée par les Etats-Unis qui vise, à moyen terme, à propager le modèle Turc dans le Monde arabe et surtout en Libye, en Tunisie, en Egypte et en Syrie.

Pour mieux étayer cette thèse, il suffit de signaler que sur les 51 membres composant le *Conseil National de Transition* (CNT), 10 personnes ne sont pas encore connues. Abstraction faite de toutes les explications présentées, nous demeurons convaincu que leurs noms ont été cachés, délibérément, d'une part parce qu'ils appartiennent à Al-Qaïda et d'autre part, pour éviter surtout d'offenser l'Occident, le véritable protecteur de la révolte libyenne²⁰. Mais il ne faut surtout pas oublier les nombreuses retombées immédiates et lointaines sur les pays voisins : la Tunisie, l'Algérie et l'Egypte.

Le paradoxe sociologique de la Libye est d'être sortie d'une sordide dictature avec une trajectoire insolite de 40 ans ²¹pour passer sous une dictature islamiste armée beaucoup plus grave.

Le paradoxe de la Charia : projet de société ou simple concession politique?

Devant ce paradoxe, Mustapha Ablejelil a annoncé le dimanche 23 octobre, pour célébrer la « libération » de la Libye, l'adoption de la *Charia*, source unique de législation pour l'Etat, et la reconnaissance de la polygamie.

Mais la polygamie est-elle vraiment une priorité pour un pays qui a des défis insurmontables à relever ? La polygamie peut-t-elle résoudre les problèmes du retard économique et social, du déséquilibre régional, de la corruption, de la revanche entre tribus et du chômage?

N'est-elle pas une concession faite aux islamistes purs et durs ? N'est-elle pas aussi une preuve de la faillite politique et de l'absence de projet démocratique unificateur de toutes les forces concurrentielles en place?

En effet, entre islamistes et libéraux, il ne peut pas exister un projet en commun et une vision partagée de l'avenir. C'est ce qui pourrait expliquer l'absence de projet

19 *L'ancien ministre des Affaires étrangères libyen et l'actuel représentant de la Libye auprès des Nations-Unies, Abdelmabmane Chelgam critiquait virulemment dans une émission télévisée l'ingérence de Qatar dans tous les détails de la révolte libyenne et son appui illimité à une fraction islamiste bien déterminée.*

20 Bernard- Henri Lévy, *La guerre sans l'aimer*, Paris, édition Grasset, novembre 2011,400 pages.

21 *Moncef Ounnes, Militaires, élites et modernisation dans la Libye contemporaine*, Paris, L'Harmattan,2009, pp.406-410. Cf. aussi, Solta, *Moujtam wa jamayyit en Libye*, Tunis, éditions Al- Taller, 2000, p.47.

démocratique fédérateur des efforts et unificateur des acteurs. Tous ces acteurs n'avaient en commun que l'ambition d'éliminer Kadhafi sans avoir de visibilité claire de ce que deviendrait la Libye dans l'avenir. Toutefois, il faut signaler, par souci de précision, que le rêve des islamistes radicalistes est d'islamiser la Libye en appliquant une lecture conservatrice, voire anachronique de la *Charia* islamique. Or les priorités de la Libye sont trop nombreuses pour que l'islamisation soit la plus urgente. Dans ce pays, les chantiers de reconstruction, il faut le reconnaître, sont illimités.

Priorités de la Libye : investir sans lassitude dans la reconstruction de l'être libyen

Cette révolte a certainement anéanti le régime de Kadhafi, mais elle a semé beaucoup de haine, de revanche dans la société libyenne et pour mieux illustrer ce drame, il suffit d'écouter les insurgés qui menacent devant les chaînes satellitaires (Jazira, Arabiya, France 24...) de raser Syrte, le village natal de Kadhafi et d'exterminer, sans merci, les Kadhafis²². Ces réactions témoignent d'une âme révoltée et brisée à la fois.

La priorité en Libye est donc de construire une culture de tolérance, de dialogue et d'acceptation mutuelle qui affronte la culture de la revanche.

Les Libyens ont besoin certainement d'une culture qui leur apprenne à regarder l'avenir pour « se purifier » d'un passé jalonné de déceptions et de frustrations ; une culture qui leur apprenne surtout à enterrer la hache de guerre en vue d'une conciliation et d'un nouveau démarrage plus rassurant pour tous les acteurs.

Il faut surtout empêcher l'émergence d'une nouvelle dictature géopolitique comme c'était le cas sous l'ancien régime, c'est-à-dire la domination de l'Est sur l'Ouest et d'une région sur une autre.

Ce n'est pas parce que Tripoli et Syrte dominaient la vie politique, sociale et économique que Benghazi doit prendre la revanche sur eux et les exclure. Ce n'est pas parce que les Ouerfella, les Kadhafis et les Tarhouna dominaient le pays qu'elles doivent être exclues, marginalisées et brisées. Dans une société démocratique, le dialogue doit être une priorité absolue, et triompher sur toutes les autres considérations subjectives.

La priorité des priorités en Libye est de reconstruire l'âme libyenne collective, brisée par cette guerre. Des tribus comme Tarhouna, Ouerfella, Ouled Slimane se sont scindées en deux camps opposés. Le premier a été du côté du pouvoir, en revanche, l'autre a choisi la rébellion, et de rejoindre la révolte armée. Les frères au sein d'une même famille se sont entretués parce qu'ils avaient choisi deux camps différents, voire opposés. Indépendamment des tribus et des familles, toute la Libye est entrée dans une profonde guerre contre elle-même.

22 *Le Monde* n°20767 du 28/10/2011.p.4

Il ne fait pas de doute que la Libye est aujourd'hui une société brisée, déchiquetée et fracturée, car toute guerre civile finit inéluctablement par briser l'âme collective de la société, détruire son unité nationale sans la reconstruire. Il faut mentionner aussi que la Libye est un pays dominé par la haine et par la revanche tribales.

Le pays est aujourd'hui fragmenté plus qu'il ne l'était sous l'occupation italienne ou Ottomane ; il y a d'une part la tribu Missrata qui contrôle une bonne partie du territoire qui s'étend de Syrte jusqu'à Zouara et qui dispose des atouts comme l'argent, les armes et l'intelligence. Cette tribu a osé chasser ses voisins appartenant à la tribu Taourgha parce que celle-ci a refusé de combattre le régime. Il y a d'autre part la tribu des Zentane qui contrôle entièrement le Djebel Nefoussa et une partie de la capitale Tripoli.

L'une des priorités de la Libye est de diffuser une nouvelle culture politique qui favorise le dialogue entre les Libyens. Car ils en ont besoin plus qu'en tout autre temps pour pouvoir apprendre à vivre ensemble par les idées et non par les armes, par la persuasion et non par la contrainte et la dissuasion. Les Libyens ont besoin d'une nouvelle forme de société qui les éduque à communiquer sans exclusion, qui leur apprenne à vivre ensemble, à coexister malgré leur différences et divergences, à favoriser le compromis et à éviter d'entretenir le conflit ; d'autant que le nombre d'armes qui circulent actuellement dépasse le chiffre de 20 millions, chiffre estimé, selon des sources crédibles, sur la base de 5 armes pour chaque famille libyenne, cela sans compter les armes qui sont entre les mains des milices.

Cette nouvelle culture doit dépasser l'appartenance tribale et l'allégeance locale et entretenir la loyauté envers l'Etat et le pays pour pouvoir construire une nouvelle société.

Pour mieux éclaircir ce sujet, il est opportun de se référer à la conférence présentée par l'ancien premier ministre Mahmoud Jbril le 15 novembre 2011 à l'Université de Tripoli où il affirme « *qu'en Libye existent deux légitimités : celle du CNT et celle des armes* ». Cette conférence reflète aussi sa profonde déception de l'évolution de la situation en Libye.

Nous espérons donc que la Libye produira sa propre démocratie, une vraie et non une simple démocratie de façade au service des tribus influentes qui disposent de l'argent et du poids démographique nécessaires.

En guise de conclusion

Le Monde arabe est arrivé au milieu des années 90 au stade suprême de la crise qui signifie la faillite politique et morale tellement il vivait une situation d'humiliation généralisée.

Les révolutions dans le Monde arabe, en Tunisie, en Egypte, en Syrie, au Yemen ne peuvent pas être expliquées uniquement par la pauvreté et l'exclusion économique²³ : Il faut éviter ce que j'appelle l'unilatéralisme méthodologie. Ce paradigme de la pauvreté risque de nous induire dans une erreur analytique appauvrissante de la compréhension de la situation.

Ces révolutions et révoltes révèlent un sentiment aigu de la trahison. Pis encore, elles témoignent d'un sentiment incontournable que les indépendances nationales²⁴ n'arrangent que les intérêts de l'Occident et ne se soucient guère des intérêts de leurs peuples. Le bilan des indépendances nationales est jugé dramatique : échec des modèles de développement, verrouillage politique, indigence citoyenne, faillite morale, pauvreté généralisée, rapacité des familles regnantes, et corruption endémique qui ont préparé le nid à la déception productrice de révolte. Dans le Monde arabe, la déception est grande et inimaginable, car la croissance économique est relativement faible et n'a pas profité à l'ensemble des composantes sociales. Il va sans dire que les régimes post-indépendances avaient conduit leurs sociétés à un immobilisme politique, social et culturel, à une fragilité économique et à une fermeture étanche des canaux d'expression. Les systèmes autoritaires post-indépendance étaient fragiles et faibles face aux pressions, surtout extérieures. Cette situation fermée et bloquée a fait que le Monde arabe est devenu incapable de résoudre ses problèmes internes sans intervention extérieure, comme cela a été le cas en Libye.

Il y a un sentiment d'être dans un continent exposé à tous les vents, sans immunité, sans protection, et sans remparts. C'est ce sentiment d'absence d'immunité et de fragilité qui perturbe le Monde arabe et alimente les tensions et les révoltes.

Pour mieux rapprocher cette image paroxystique et dramatique, il suffit de mentionner qu'il y a un sentiment partagé entre l'élite et la société que les choix politiques autoritaires ont transformé le Monde arabe en une géographie pourvoyeuse en pétrole, autrement dit en un réservoir énergétique de l'Occident pour utiliser des termes directs et incisifs.

Cette insignifiance à l'échelle internationale n'a fait que renforcer le sentiment de frustration déjà fort dans la région arabe. Comparée même à l'Afrique, le Monde arabe a mis beaucoup de retard pour arriver à la démocratie.

Ces révolutions traduisent un besoin impérieux de rompre avec l'ordre politique, social, économique et sécuritaire qui a régné pendant un demi siècle et dont les résultats

23 Pierre Blanc (dir.), *Révoltes arabes : premiers regards*, Paris, L'Harmattan 2011, 168 pages.

24 Hélé Béji, *Le désenchantement national*, Paris, François Maspero 1982, p.57.

ont été souvent catastrophiques. C'est pour cette raison que le Monde arabe ne pouvait plus supporter ces systèmes complètement verrouillés et qui n'offrent guère aux citoyens les conditions de la dignité humaine et du progrès.

Il a suffi du sacrifice d'un jeune qui s'est immolé par désespoir suprême, pour qu'éclate une grande colère qui s'est transformée, au fil des jours en une révolution véritable.

Cette révolte était porteuse d'un projet de démocratisation de la vie politique et sociale et de lutte contre la corruption.

En Tunisie et en Egypte, les jeunes ont pu transformer la révolte contre le désespoir suprême, le mépris, l'humiliation programmée et la « hogra » en une révolution démocratique ayant une vision claire de la transition, de ses exigences politiques, de ses modalités et de ses résultats .

En Libye, en revanche, le projet démocratique n'émerge pas dans le discours politique de Mustapha Abdeljélil et il n'est même pas considéré comme une priorité. Le président du CNT juge que la priorité de la Libye est la « libération » du territoire, la proclamation de l'Etat islamique, ayant pour base la Charia et la reconnaissance de la polygamie. Pour cette raison, la Libye fait figure d'exception dans cette nouvelle dynamique politique. En fait, les raisons sont multiples.

Tout d'abord les forces démocratiques ont été pendant plusieurs décennies harcelées, poursuivies et complètement interdites d'activités. D'un autre côté, les libéraux du CNT que je connais personnellement, sont « noyés » par une majorité d'islamistes.

C'est ce qui apporte la preuve que le projet démocratique ne fait pas l'objet d'une unanimité et ne bénéficie pas du statut de priorité nationale dans l'immédiat.

Certes, l'actuel président du gouvernement Abderrahmen El-Kib promet d'initier une transition démocratique, mais pourra-t-il le faire face aux pressions conjuguées des islamistes et de Qatar?

Il ne faut surtout pas oublier que les milices islamistes disposent aujourd'hui de fabuleuses quantités d'armes qu'elles refusent de remettre au CNT.

Mais pour mieux approfondir le débat, nous pouvons dire que le Monde arabe est aujourd'hui ballotté entre deux projets de société : l'islamisation apparemment financée et appuyée par Qatar et les Etats-Unis et le projet de démocratisation souhaitée par les forces démocratiques.

En un mot, le Monde arabe qui est aujourd'hui à la croisée des chemins, pourra-t-il réussir l'instauration d'une démocratie consensuelle et contractuelle ou optera-t-il pour une conciliation entre Islam et démocratie ?

Quel que soit le cas, il faut apprendre à regarder l'avenir pour mieux le préparer.